

Le dossier Pegasus

« **Projet Pegasus** » : le Maroc, une dictature qui ne dit pas son nom

samedi 24 juillet 2021 (Date de rédaction antérieure : 19 juillet 2021).

Plusieurs journalistes marocains ont été surveillés via le logiciel espion Pegasus de la firme israélienne NSO. Le Maroc déploie des moyens colossaux pour bâillonner les dernières voix libres et, plus largement, toute la société civile.

Le journalisme est un métier très risqué au Maroc. [L'enquête, coordonnée par Forbidden Stories, avec l'appui du Security Lab de l'ONG Amnesty International](#), le démontre une nouvelle fois. De nombreux journalistes indépendants figurent sur la liste des victimes traquées par les services secrets marocains *via* le logiciel espion Pegasus de la firme israélienne NSO.

Sans surprise. Ils sont la cible d'une répression continue que Mediapart ne cesse de documenter car ils dérangent la monarchie par leurs enquêtes, leurs éditoriaux, leurs engagements. Une répression impitoyable qui n'hésite plus à instrumentaliser, à l'ère post-#MeToo, les accusations de violences sexuelles pour entraver et disqualifier la liberté de la presse dans une société travaillée par les conservatismes traditionnels ou religieux.

Certains comme Maati Monjib ou Omar Radi le savaient déjà depuis les premières révélations en 2019 et 2020 du Citizen Lab de l'université de Toronto, expert dans l'analyse du mouchard Pegasus, de Forbidden Stories et Amnesty International.

D'autres l'ont découvert ces derniers mois sans pour autant tomber des nues, vivant au quotidien un harcèlement policier et judiciaire. Parmi eux, Hicham Mansouri, Omar Brouksy, Hamid El Mahdaoui ou encore Soulaymane Raissouni et Taoufik Bouachrine. Plusieurs d'entre eux sont tombés ces dernières années pour violences sexuelles (viol, traite d'êtres humains, prostitution, etc.), des faits qu'ils nient en bloc.

Omar Radi, 34 ans, qui enquête sur la prédation foncière qui dépossède les plus pauvres, les mouvements sociaux étouffés ou encore la corruption, est emprisonné depuis juillet 2020, après avoir été accusé de viol par une de ses collègues de travail ([lire ici notre enquête](#)). Il faisait alors déjà l'objet de poursuites pour « espionnage » et « atteinte à la sûreté de l'État », lancées deux jours après la révélation en juin 2020 du placement de son téléphone sous surveillance par les autorités marocaines *via* le logiciel Pegasus.

L'unique témoin des faits, son confrère et ami Imad Stitou, qui confirme la version d'une relation consentie avec la plaignante, a, lui, basculé [du statut de témoin à celui de « complice » présumé](#) au début de l'instruction. Leurs procès, qui se déroulent en ce moment, comme la procédure, sont entachés d'irrégularités. [Le compte Twitter](#) de la journaliste marocaine Aida Alami, qui couvre les audiences, donne un aperçu de la manière inique dont est rendue la justice au Maroc. Lundi 19 juillet, Omar Radi a été [condamné](#) à six ans de prison, et Imad Stitou à un an, dont six mois avec sursis.

Omar Radi avait été incarcéré une première fois en décembre 2019, au retour d'un séjour en Algérie, pour outrage à magistrat pour avoir dénoncé, huit mois plus tôt, dans un tweet, les lourdes peines prononcées à l'encontre des militants du Hirak du Rif, [le soulèvement populaire violemment réprimé](#) dans cette région du nord du Maroc en 2016 et 2017. Grâce à une mobilisation nationale et internationale, il avait été libéré, sans pour autant échapper à quatre mois de prison avec sursis.

Omar Radi a mené une grève de la faim en juin dernier pendant vingt-deux jours, avant d'y mettre un terme pour des raisons de santé. Il l'a commencée en même temps que **Soulaimane Raissouni**, 49 ans, un éditorialiste réputé qui n'a jamais craint d'épingler nommément le roi et son entourage, en particulier le tout-puissant chef des services de sécurité Abdellatif Hammouchi, « *l'artisan de la dérive sécuritaire et autoritaire du Maroc, le vrai roi du Maroc* », lâche un diplomate français à visage couvert.

Soulaimane Raissouni a été condamné vendredi 9 juillet à cinq ans de prison pour « agression sexuelle », au terme d'un procès expéditif, sans sa présence ni celle de ses avocats ([lire ici notre article](#)). En grève de la faim depuis cent trois jours, l'ancien rédacteur en chef d'*Akhbar Al Youm*, un des derniers journaux indépendants, qui a cessé de paraître en mars, asphyxié par le régime, n'aura guère assisté à son procès ; il n'aura pas pu livrer sa version des faits.

La justice lui a tout refusé : un fauteuil roulant pour assister à l'audience tant sa santé est dégradée, l'audition du témoin qui l'innocente, l'hospitalisation d'urgence... Elle le condamne sur un témoignage unique : celui d'un militant des droits des personnes LGBT publié le [14 mai 2020](#) sur le réseau social Facebook.

Si sa condamnation suscite un silence accablant en France, elle ne laisse pas indifférent aux États-Unis. « *Nous pensons que la procédure judiciaire ayant mené à ce verdict est en contradiction avec les promesses fondamentales du système marocain sur des procès équitables pour les individus accusés de crimes, et avec la promesse de la Constitution de 2011 et le calendrier de réformes de Sa Majesté le roi Mohammed VI* », a réagi le porte-parole de la diplomatie américaine, Ned Price, lundi 12 juillet.

Soulaimane Raissouni est l'oncle de Hajar Raissouni, une autre figure de la rédaction d'*Akhbar Al Youm* [qui a subi les foudres du régime](#). Cette talentueuse journaliste, qui a couvert le Hirak du Rif, a été condamnée, le 30 septembre 2019, sur la base de rapports médicaux truqués, à un an de prison ferme pour « avortement illégal, relations sexuelles illégales, débauche », après son interpellation à la sortie d'une consultation de gynécologie. Devant le tollé suscité au Maroc et à l'étranger par cette incarcération, Hajar Raissouni avait finalement été libérée le 16 octobre, en vertu d'une grâce royale. Elle est aujourd'hui exilée au Soudan.

« ***Tout le monde est devenu une cible.*** »

L'ancien directeur d'*Akhbar Al Youm*, **Taoufik Bouachrine**, croupit, quant à lui, derrière les barreaux. Il a été condamné en 2019 à douze ans de prison, au terme d'un procès jugé « *inéquitable* » par le groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire, pour « abus de pouvoir

à des fins sexuelles », « viol et tentative de viol ». Peine alourdie en appel à quinze ans de prison ferme.

Son téléphone n'est pas le seul à avoir été dans le viseur de Pegasus : celui de sa femme et d'au moins cinq des plaignantes dont les témoignages ont été utilisés contre lui y figurent également.

Dans le dossier Bouachrine, sur les quinze accusatrices initialement recensées par la presse marocaine, huit avaient finalement manifesté le refus de témoigner contre lui ou s'étaient ouvertement rétractées. L'une d'entre elles, Afaf Bernani, avait même été condamnée pour cela : « falsification de procès-verbal », six mois de prison ferme. Depuis son exil, elle exhorte aujourd'hui le régime marocain à « *cesser d'utiliser les allégations d'agression sexuelle pour réduire au silence les opposants* ».

L'historien et défenseur des droits humains [Maati Monjib](#), 60 ans, l'une des voix critiques les plus emblématiques du règne de Mohammed VI, a été, lui, remis en liberté provisoire le 23 mars dernier après trois mois de détention et une grève de la faim (*lire nos articles [ici](#) et [là](#)*).

L'intellectuel, à l'origine de l'Association marocaine pour le journalisme d'investigation (Amji), a été condamné en parallèle à un an de prison ferme pour « fraude » et « atteinte à la sécurité de l'État », dans un jugement prononcé fin janvier, lors d'une audience à laquelle ni lui ni ses avocats n'ont été convoqués.

Cette condamnation intervient après cinq ans d'un procès-fleuve sans cesse repoussé (vingt fois !), qui n'a jamais eu lieu. Depuis novembre 2015, Maati Monjib est accusé avec six autres membres de l'Amji, dont trois journalistes, « d'atteinte à la sécurité de l'État » et de « financements étrangers illégaux » pour avoir organisé des formations en journalisme d'investigation.

Parmi eux, **Hicham Mansouri**. Il a passé dix mois dans les geôles marocaines en 2015 pour « complicité d'adultère » et échappé de peu à des poursuites pour proxénétisme. Aujourd'hui exilé en France, il demeure dans le collimateur des autorités marocaines, qui vont jusqu'à le surveiller sur le sol français.

« Il y a un climat d'inquisition, [confiait Hicham Mansouri en septembre dernier](#) à Mediapart et L'Humanité. Ils savent toutes nos failles, toutes nos fragilités. Ils nous connaissent mieux que nous-mêmes. L'objectif, c'est que tout le monde finisse par se considérer comme une cible potentielle. Sexe, drogue, alcool... S'ils ne trouvent rien, ils fabriquent des accusations. »

L'instrumentalisation de la vie privée, des accusations de viol ou d'agression sexuelle portées contre des journalistes ou des opposants n'est pas une nouveauté dans l'arsenal répressif du régime marocain, de sa police, de ses services de renseignement. Mais elle était utilisée avec parcimonie. Depuis #MeToo et la prise de conscience mondiale des violences sexuelles, elle est démultipliée.

*« Coller une mauvaise réputation à des opposants, c'est une façon de les isoler, de faire peur à tous les autres, de réduire tout le monde au silence. La diffamation, c'est un poison, c'est très cynique. C'est beaucoup plus efficace que la prison et la répression physique. Les gens ont peur d'être salis. La réputation, c'est du verre. Une fois qu'elle est brisée, on ne peut plus la recoller », [témoignait Maati Monjib](#) auprès de Mediapart et L'Humanité. Il se sentait lui aussi traqué jusque dans ses séjours en France. Preuve qu'il était surveillé : un intrus s'était brièvement invité dans notre conversation par visioconférence, pourtant accessible seulement *via* un lien confidentiel.*

En mars dernier, l'économiste Fouad Abdelmoumni, ancien président de l'Association marocaine de défense des droits humains, militant de Transparency Maroc, [racontait à Mediapart et L'Humanité](#) comment il avait été filmé, à son insu, dans son intimité.

En février 2020, peu avant son mariage, et « *après des mois de harcèlement, de menaces, de vexations, y compris sur le plan fiscal, d'appels téléphoniques malveillants de la part de personnes se réclamant des services de police* », ses beaux-parents et plusieurs de ses proches ont reçu sept vidéos enregistrées à son insu dans sa résidence secondaire : des scènes filmées lors de relations sexuelles avec sa partenaire. Au Maroc, les relations sexuelles hors mariage sont interdites.

Emprisonné sous Hassan II, à l'âge de 19 ans puis à 25 ans, Fouad Abdelmoumni est depuis lors sous étroit contrôle policier. Rompu aux méthodes du régime, il n'avait cependant jamais enduré cette « *stratégie sexuelle* » de chantage et d'humiliation. Il fait partie des 1 400 journalistes et activistes à travers le monde qui ont appris en octobre 2019, par le Citizen Lab de l'université de Toronto que leur téléphone avait été hacké par Pegasus.

En novembre 2020, c'est l'avocat et chef du Parti marocain libéral (PML) Mohamed Ziane, ancien ministre des droits de l'homme, qui voyait sa réputation brisée par un média connu pour manier la diffamation sur ordre du pouvoir. Le [site ChoufTV a diffusé des images filmées](#) par une caméra dissimulée dans une chambre d'hôtel de cet ancien bâtonnier nu en présence d'une femme qui serait sa cliente Ouahiba Khoukhech, une ancienne officière de police aujourd'hui réfugiée aux États-Unis qui accuse de harcèlement sexuel et tentative de viol un haut responsable sécuritaire, proche d'Abdellatif Hammouchi.

Pour Fouad Abdelmoumni, il ne fait aucun doute : « *L'État, ou au moins une partie du pouvoir, veut nous signifier que nous vivons sous le régime d'une dictature primaire et non plus dans un État qui prétend tendre vers la démocratie. Les tenants du pouvoir réel et les exécutants de leurs basses œuvres bénéficient d'une impunité totale. Nous ne sommes pas dans la situation des dictatures comme celles qui semaient la terreur en Amérique latine dans les années 1970, ni dans l'Égypte du maréchal Al-Sissi, mais nous sommes bien dans un État où le diktat royal s'impose.* »

La caméra dans la chambre, dans la maison, dans l'intimité, c'est « *le cauchemar* » de Houria (*). Elle décrit une peur qui étend chaque jour un peu plus son ombre au Maroc dans toutes les couches de la société, les classes populaires comme l'élite pétrifiée. Fille d'opposants passés par les geôles de Hassan II, à la tête d'une association de droits humains, mariée à un entrepreneur issu de la grande bourgeoisie, d'une famille de militants de gauche, elle est « *habituée aux pressions, aux mises sur écoute, aux filatures, aux policiers en civil en bas de la maison, jour et nuit* ».

Mais elle ne s'exprime plus désormais qu'au minimum et sous couvert d'anonymat, par le biais d'une messagerie cryptée, « *tétanisée par ce qui est en train de se passer au Maroc* ». Elle a aussi quitté les réseaux sociaux, un des terrains où s'exerce la répression : « *Tout le monde est devenu une cible.* » Les journalistes, les opposants, les intellectuels, les citoyens lambda.

Fin juin, un blogueur a écopé de deux mois de prison et d'une amende pour un post sur Facebook dénonçant un fléau : [la prostitution des enfants au Maroc](#)... Même les journalistes étrangers qui s'intéressent à l'envers de la carte postale marocaine et s'attachent à raconter le Maroc réel sont entravés, ciblés par des campagnes de diffamation ou expulsés du pays. Début juillet, [une équipe de journalistes espagnols](#) a été remise dans un avion vers l'Espagne. Elle devait rencontrer les familles des 29 victimes, essentiellement des femmes, [mortes noyées en février](#) dans un atelier de textile illégal de Tanger.

« *On vit une régression autoritaire qui rappelle les années de plomb de Hassan II. Des moyens colossaux sont déployés pour nous salir et faire taire.* » La dégradation des droits humains et des libertés s'accélère, selon Houria, depuis la violente répression du Hirak du Rif, déclenché par la mort d'un jeune poissonnier broyé avec ses espadons dans un camion-benne et devenu depuis symbole de la *hogra*, l'injustice, l'humiliation du peuple marocain par le régime. Le plus gros

mouvement de colère de l'ère Mohammed VI, suivi par de nombreuses autres protestations sociales, toutes réprimées, comme celle de Jerada, au nord-est du pays.

« Tu ne parles pas du roi, tu ne dis pas du mal du roi. »

Depuis, « l'étouffement » ne cesse de progresser. « *Il touche même un personnage public de premier plan, la femme, l'ex-femme du roi, on ne sait même plus son statut, qu'ils ont fait disparaître. Imaginez que Brigitte Macron ait disparu en France depuis trois ans et que personne n'ait le droit de questionner sa disparition* », remarque Houria, qui relie le sort réservé à la première dame du Maroc à celui des princesses du Moyen-Orient, des Émirats arabes unis ou de Jordanie, maltraitées jusqu'à la séquestration ou la fugue.

Salma Bennani, 43 ans, exhibée comme l'atout modernité du roi, a en effet disparu de la scène publique. Sa dernière apparition remonte à l'hiver 2017. Le couple aurait divorcé mais leur séparation n'a jamais été confirmée officiellement ni par le Palais ni par elle.

Depuis son absence flagrante au chevet du roi, quand celui-ci était entouré de ses sœurs, frère et enfants après son opération réussie d'une arythmie cardiaque à Paris le 26 février 2018, toutes les rumeurs courent dans la presse internationale. Dans la presse marocaine, le sujet est tabou. Une nouvelle ligne rouge, au même titre que le Sahara ou la santé du roi, qui en dit long sur les archaïsmes de la monarchie et la condition des femmes.

« *Tu ne parles pas du roi, tu ne dis pas du mal du roi.* » Souad (*) et Ali (*) grandissent avec cette injonction depuis l'enfance. Quarante ans plus tard, c'est eux qui la transmettent à leurs enfants, en veillant bien à leur apprendre à ponctuer en public les conversations du mantra « *3acha el malik, vive le roi !* » Pas question qu'on les prenne pour des dissidents, des séparatistes. Ils vivent dans la pauvreté dans le Rif, cette région rurale déshéritée, suffisamment marginalisée et réprimée par le pouvoir depuis des décennies « *pour s'ajouter des problèmes* ».

Souad et Ali ont « *peur* ». Comme Houria et de plus en plus de Marocains. Peur de la répression, de l'arbitraire, du Makhzen, l'appareil étatique, qui peuvent s'abattre pour un mot, une critique, une quête de justice, de dignité, y compris sur Internet. Tant de familles autour d'eux « *vivent le chaos* ».

Dans leur salon, ils ont encadré un portrait du roi Mohammed VI au mur. Ils avaient la vingtaine quand le 22^e monarque de la dynastie alaouite a été couronné le 30 juillet 1999. Un jour de fête et d'espoir, même dans leurs montagnes reculées réputées frondeuses. On annonçait un roi moderne et démocrate qui allait faire entrer le Maroc dans une ère à l'opposé du règne sans pitié du père Hassan II.

Vingt-deux ans plus tard, Souad et Ali respectent toujours « M6 » pour ce qu'il incarne, la monarchie, la stabilité du pays notamment, mais ils voient bien qu'il n'est plus à la hauteur des promesses, qu'il ne mérite plus depuis longtemps le surnom de « *roi des pauvres* », qu'en deux décennies de pouvoir, il a accentué les trois grands maux du pays - les inégalités, la misère, la corruption -, au lieu de les réduire. Ils voient bien aussi « *le retour du bâton, de la ceinture* », que le

roi, devenu l'une des plus grosses fortunes de la planète, a renoué avec les heures les plus sombres de la monarchie alaouite.

L'autre jour, leur fils Ahmed a lâché le mot « *dictature* ». Ils l'ont aussitôt réprimandé : « *Malheureux, ne redis jamais ça !* » Le village et les alentours bruissent de drames. Untel a écopé de dix ans de prison, untel de douze pour avoir manifesté pacifiquement lors du Hirak, réclamé une vie meilleure, des droits économiques et sociaux, des écoles, des hôpitaux, des routes, du travail, du pain.

Des dizaines de maris, de fils, de pères, demeurent embastillés et torturés dans les geôles du pays à des heures, des journées de bus du foyer familial, par-delà les routes enclavées. Certains ont pris vingt ans, des peines confirmées, parfois alourdies, en appel puis par la [Cour de cassation](#), comme Nasser Zefzafi, un trentenaire chômeur, visage médiatique du mouvement.

Même un avocat des manifestants, Abdessadak El Bouchtaoui, a écopé de 20 mois de prison ferme. Il a fait appel et pris dès qu'il en a pu la route de l'exil. Il a aujourd'hui obtenu [l'asile politique](#) en France, « *le pays ami* », « *frère* » si muet sur les dérives et la nature de la monarchie chérifienne qui ne craint pas d'espionner un journal indépendant français, deux de ses journalistes et plusieurs autres consœurs et confrères ([lire notre article sur l'espionnage ayant visé Mediapart](#)).

En février 2018, une quinzaine de *baltaguia*, comme on désigne en arabe les hommes de main payés pour étouffer toute opposition politique, mandatés par les services marocains, [ont saboté en plein Paris](#), sans la moindre réaction des autorités françaises une conférence sur la liberté de la presse au Maroc.

Ils ont commencé par insulter les invités, parmi lesquels se trouvaient Khadija Ryadi, figure du militantisme marocain, ou encore le journaliste Hicham Mansouri, épié par le logiciel Pegasus. Puis ils ont lancé des chaises, des boules puantes, avant de couper l'électricité et de plonger la salle dans le noir en hurlant des « *Vive le roi !* »

La rédaction de Mediapart

P.-S.

• Mediapart. 19 juillet 2021 : <https://www.mediapart.fr/journal/international/190721/projet-pegasus-le-maroc-une-dictature-qui-ne-dit-pas-son-nom>

Les articles de la rédaction de Mediapart sur Mediapart : <https://www.mediapart.fr/biographie/la-redaction-de-mediapart>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>